



Déclaration de l'Unsa Education au CTSD du 27 avril 2020

Monsieur le Directeur académique,

Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Le ministre de l'Education Nationale a fait des annonces le 21 avril dernier. Il a fait des hypothèses pour une rentrée progressive. Comme nous, les collègues manifestent des inquiétudes et se posent de nombreuses questions.

L'absence d'un protocole sanitaire à ce jour, les incertitudes sur les masques, les tests, le gel hydroalcoolique, les sanitaires des établissements scolaires, les difficultés à respecter et faire respecter les gestes barrière, expliquent en grande partie les réserves des personnels.

L'affirmation du rôle social de l'Ecole est positive mais il ne faudrait pas qu'elle soit utilisée pour « culpabiliser » les personnels et les contraindre à accepter de reprendre le chemin de leur école ou de leur établissement même si les garanties sanitaires ne sont pas assurées.

Bien sûr, nous pensons tous qu'il est souhaitable que les élèves reviennent en classe au plus vite, pour limiter au maximum le décrochage des apprentissages, les sortir du milieu familial où ils sont peut-être en danger, permettre une mise en commun des expériences, et faciliter la projection vers la reprise en septembre.

Bien sûr, nous comprenons qu'il va falloir apprendre à vivre avec le Covid-19 et qu'il faut que l'école reprenne. Mais cela ne peut se faire au détriment de la santé des élèves et des personnels et doit s'inscrire dans le déconfinement général de la société toute entière. Les personnels demandent simplement les mêmes garanties et les mêmes mesures de protection que le reste de la population.

Concernant la carte scolaire, certes la nouvelle dotation permet de ne pas fermer de postes dans les zones rurales, mais elle reste insuffisante pour assurer des effectifs raisonnables dans toutes les écoles. Vous ne pouvez pas dédoubler les GS, ni abonder les postes de Rased qui vont être particulièrement sollicités dès la rentrée scolaire pour aider les élèves en difficulté. En cette période de confinement, les élèves en décrochage scolaire préoccupent toute la communauté éducative mais les moyens pour enrayer la difficulté scolaire et le décrochage ne sont pas pris en compte dans les propositions de carte scolaire que vous nous proposez. Aucun moyen supplémentaire pour les Rased !

Oui, globalement, vous nous affirmez que le taux d'encadrement est amélioré, mais il reste trop élevé au regard de l'attention particulière dont les enseignants vont devoir faire preuve encore davantage après cette longue fermeture des écoles due à la pandémie.

La pandémie a montré que le confinement forcé a aggravé les inégalités sociales. La rentrée de septembre ne pourra être que particulière. L'Etat doit montrer sa bienveillance envers les catégories sociales populaires.

Des défis en matière d'enseignement devront être relevés, en particulier, ceux de permettre aux élèves ayant eu des discontinuités d'apprentissage de bénéficier d'un environnement favorable quand il s'agira du retour en classe pour ainsi éviter des ruptures et des décrochages néfastes pour leur avenir.

La politique de réduction des dépenses publiques qui a par le passé conduit à supprimer tant de postes dans la fonction publique doit être suspendue définitivement.

Et ce, pour relever les défis immenses que cette situation inédite impose à tous.